

pays étranger qui subventionne une industrie, disons le textile, dont l'avantage comparatif diminue déjà au Canada. De toute évidence, le Canada devrait favoriser cette tendance en n'empêchant pas le transfert des ressources de l'industrie textile, qui est à forte proportion de main-d'oeuvre, vers d'autres secteurs. Les forces du marché feront cet ajustement automatiquement, car la baisse du prix relatif du textile fournira cette stimulation. À moins que certains mécanismes du marché ne fonctionnent pas dans l'économie canadienne, il n'est pas nécessaire que le gouvernement adopte une politique spéciale pour arrêter ou accélérer le rythme de l'adaptation.

L'analyse de la politique considère les solutions de deuxième ou troisième choix lorsque la politique industrielle d'un pays étranger aide un secteur, disons le blé, où le Canada a un avantage comparatif. En raison de cette protection étrangère, le Canada est confronté à un dilemme. S'il ne fait rien et que les ressources du secteur privé se déplacent de la production de blé vers d'autres industries, et si le secteur du blé nécessite d'importants coûts irrécupérables, il est très probable que les capitaux ne reviendront pas facilement dans l'industrie canadienne du blé advenant que le pays étranger élimine sa subvention ultérieurement. Si le Canada laisse des céréaliers étrangers relativement inefficaces, mais fortement subventionnés, accaparer les marchés mondiaux, des secteurs efficaces de l'industrie canadienne seront rayés de la carte. Le résultat non coopératif de cette situation forcera le Canada à subventionner l'industrie menacée et, éventuellement, à prendre quelques mesures de rétorsion contre le pays étranger. Le danger, bien sûr, est que des groupes d'intérêts dans les deux pays interviennent et institutionnalisent ce qui était censé être une mesure préventive à court terme. Cette situation peut se prolonger, les contribuables des deux pays se voyant obligés de maintenir les subventions. Les problèmes actuels que pose le secteur agricole dans les pays industrialisés sont, en gros, un témoignage de ce phénomène. La politique industrielle a provoqué des distorsions dans tous les pays et a détérioré leur situation. Cependant, il est également désagréable d'abandonner une industrie compétitive qui se heurte à une concurrence déloyale.

L'application pratique d'une politique stratégique et industrielle est semée d'embûches, que l'objectif visé soit de s'attribuer des bénéfices ou de prendre des mesures de rétorsion contre des concurrents qui, paraît-il, le font. Le fait que le gouvernement doive choisir agressivement les secteurs industriels constitue davantage une invitation, pour les groupes directement intéressés, à prendre en main la politique industrielle avec le jeu du protectionnisme, plutôt qu'un mécanisme de stimulation des champions du marché. La meilleure solution exige que les institutions qui régissent la politique commerciale soient fondées sur des négociations multilatérales et des règles axées sur les forces du marché. Il s'agit d'un processus laborieux et à étapes - mais il est essentiel à la recherche de solutions à long terme et efficaces du point de vue économique.